

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

91/16

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DU TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

DEVANT LA CHAMBRE DES COMMUNES

SUR SA VISITE AU MOYEN-ORIENT

OTTAWA (Ontario)

Le 15 mars 1991

Monsieur le Président,

Au cours des sept derniers mois et demi, la crise du Golfe a retenu notre attention et suscité beaucoup de débats dans cette Chambre.

Aujourd'hui, le Koweït est de nouveau un pays libre, même s'il est ravagé par la rude épreuve qu'il a vécue.

Je me suis rendu au Koweït il y a cinq jours. J'y ai hissé à l'ambassade du Canada le drapeau que nos diplomates avaient bien malgré eux descendu, lorsque le manque de nourriture et d'eau les avaient forcés à partir le 19 octobre.

Je voudrais maintenant faire rapport à la Chambre de ce voyage qui, délibérément, a commencé par un appel au Secrétaire général des Nations Unies à New York, et qui m'a conduit en Jordanie, en Israël, en Arabie saoudite, en Syrie et en Iran, de même qu'au Koweït et aux États-Unis. J'ai rencontré les chefs de ces pays ainsi que les ministres des affaires étrangères de l'Égypte et de l'Italie, ainsi que leaders palestiniens des territoires occupés.

En Jordanie, je me suis rendu aux quartiers généraux des organismes des Nations Unies chargés de régler la question des victimes du conflit et de ses conséquences. Le Gouvernement du Canada participe à beaucoup de leurs activités, mais je voudrais attirer l'attention de la Chambre, et des Canadiens, sur le fait que nous avons versé 550 000 \$ à l'UNICEF pour l'aide humanitaire aux enfants victimes du conflit.

Mon collègue, le ministre de la Défense nationale, et le chef d'état-major de la Défense, se sont aussi rendus à Bahreïn, au Qatar et dans un hôpital de campagne, à Aljubayl, pour exprimer la reconnaissance du Canada à nos soldats et aux autres pays qui les ont accueillis.

L'objectif de mon voyage était d'aborder des questions que cette crise a mises en évidence et qui transcendent la libération du Koweït. Les problèmes fondamentaux persistent, mais de nouvelles possibilités se font jour, et nous devons en profiter.

L'intérêt que j'ai manifesté, à titre de ministre des Affaires extérieures du Canada, a été partout compris et bien accueilli. La participation du Canada à la Coalition qui, par l'entremise des Nations Unies, est venue au secours du Koweït, a clairement démontré son engagement envers la libération de ce pays.

Mais le Canada s'est toujours engagé en faveur des Nations Unies. L'objet principal de mon voyage était de m'assurer que le consensus international issu de la volonté de libérer le Koweït servira à empêcher une autre agression du

genre, et à augmenter les chances de paix et de sécurité durables. C'est la première leçon à tirer de la crise.

Cependant il y en a d'autres. Tout comme le Premier ministre l'a indiqué le 8 février, le commerce inconsideré des armes doit cesser. Les engagements et le passé du Canada en matière de contrôle des armements lui permettent d'en parler avec autorité sur les tribunes internationales. Avec les chefs d'autres pays, je me suis penché sur certaines de nos propositions visant à réduire les ventes d'armes et les risques présentés par celles-ci. Les progrès ne viendront évidemment pas tout de suite, mais toutes les personnes que j'ai rencontrées s'entendaient, après 10 ans de conflit, sur la nécessité de résoudre ce problème, et elles voulaient le faire de façon concrète et constante. Certains pays du Golfe auront peut-être le réflexe d'acheter de nouvelles armes afin de parer aux menaces qui, selon eux, continueront de planer. C'est pourquoi des pays comme le Canada présentent des propositions comme celles mises de l'avant par le Premier ministre.

Mais si nous voulons instaurer une paix et une sécurité authentiques, tout en diminuant les ventes d'armes, les causes sous-jacentes de tension doivent être éliminées. Ces tensions, dont beaucoup découlent du conflit persistant entre Israël et ses voisins, ont été un sujet majeur de mes entretiens.

Personne au Moyen-Orient n'a oublié le moment historique que nous venons de vivre, et il y a encore beaucoup d'obstacles à franchir. Toutefois, une occasion s'offre à nous, mais pas pour longtemps. Le monde ne doit pas la laisser passer.

Beaucoup d'entre nous affirment que les récents événements ont changé le Moyen-Orient à tout jamais. Le Canada veut que ces changements soient positifs, c'est-à-dire renforcer les Nations Unies, exercer un meilleur contrôle sur les armes, réduire les risques de guerre et mettre fin aux tensions qui engendrent le climat d'insécurité qui règne dans cette région.

J'ai félicité M. Perez de Cuellar au nom du Canada pour sa détermination pendant le conflit. Il a remercié notre pays de son appui, soulignant qu'il avait été un exemple pour les autres, grâce à sa détermination à régler cette crise par l'entremise des Nations Unies.

Il m'a informé que les Nations Unies sont prêtes à surveiller la séparation des belligérants, lorsque le gouvernement du Koweït en fera la demande officielle.

Il nous a aussi instamment demandé de contribuer à guérir les blessures occasionnées par cette crise en incitant certains dirigeants avec qui le Canada a des relations étroites, comme le roi Hussein de Jordanie. Le Secrétaire général est

préoccupé du sort des Palestiniens, dont le chef a été vivement critiqué, mais dont les droits bafoués mettent en cause l'efficacité et l'équité des Nations Unies.

En fait, la question a dominé un grand nombre des discussions que j'ai eues par la suite.

Lors de mon départ pour la région, j'ai rencontré aussi le secrétaire d'État James Baker avant qu'il entreprenne sa propre tournée. Il croyait, comme nous, qu'il y avait là un moment psychologique à saisir pour faire avancer la question du contrôle des armements. Pour l'instant, il avait des dispositions à prendre pour assurer la sécurité dans la région afin que les États-Unis puissent retirer leurs forces du théâtre des opérations et rapatrier leurs troupes. Au moment même où nous parlions, naturellement, les ministres des affaires extérieures du Conseil de coopération du Golfe se réunissaient à Damas avec les ministres des affaires extérieures de la Syrie et d'Égypte pour s'entendre sur le stationnement des forces terrestres au Koweït, pour remplacer les forces terrestres de la Coalition, une fois qu'un cessez-le-feu définitif avec l'Iraq aura été arrêté.

J'estimais que mon voyage dans la région devait commencer par le Koweït. L'Émir du Koweït était encore à Taïf, en Arabie saoudite, là où il était demeuré pendant l'occupation. Du fond du coeur, il a déclaré apprécier le rôle joué par le Canada dans la libération du Koweït. Le fait que la population et son État aient été durement touchés le préoccupait beaucoup. Il commençait déjà à dresser des plans pour la reconstruction massive du Koweït et j'ai été heureux d'obtenir clairement des assurances que les sociétés canadiennes auraient des débouchés commerciaux en proportion du rôle important qu'a joué le Canada dans la libération de ce pays.

Monsieur le Président, le Koweït a subi des dégâts insensés, des dégâts incroyables. Dans un paysage désertique sans limites brûlent d'innombrables feux, tous allumés délibérément par de puissantes charges d'explosifs. Dans le centre-ville, au bord de l'eau, les édifices ont été rasés par les flammes, les magasins ont été pillés, les musées, maisons, objets de valeur ou de mérite ont été saccagés. Ce n'est pas la guerre qui a causé ces dégâts -- cette ville a été embrasée au cours des 48 dernières heures de son occupation.

La cessation des sanctions contre l'Iraq se révèle un problème important pour les Koweïtiens. L'Iraq doit-il tirer des revenus de ses exportations de pétrole pendant que le Koweït demeure encore dévasté par la guerre? Par contre, l'Iraq a, lui aussi, été profondément ravagé et il a besoin de financer sa propre reconstruction. Une partie des recettes pétrolières de l'Iraq pourrait-elle servir à réparer les dégâts causés par

Saddam Hussein? C'est, en tout cas, une idée que les pays de la région explorent actuellement.

Tout dépendra du type de régime qui survivra en Iraq. Saddam Hussein est maintenant contesté dans son propre pays. Mais il pourra se maintenir au pouvoir par la force des armes et l'oppression. Tant qu'il le fera, les pays de la région se méfieront de ses desseins et voudront que l'on maintienne des sanctions sur tout ce qui lui permettrait de reconstruire son armée.

Au Koweït, l'atmosphère est au changement en ce qui concerne le fonctionnement du gouvernement. Celui-ci déclare vouloir favoriser l'ouverture du régime en vue de l'instauration d'une plus grande démocratie. J'ai affirmé être très favorable à un tel changement. Je lui ai demandé aussi de permettre la réintégration des résidents palestiniens au Koweït, dont un grand nombre -- en fait, la majorité -- étaient profondément loyaux au Koweït.

Presque toutes les personnes que j'ai rencontrées m'ont indiqué que le problème palestinien est la principale question à régler dans la région.

La principale préoccupation dans la région, Monsieur le Président, est maintenant la situation critique des Palestiniens.

Il faudra que tous les États de la région puissent jouir d'une plus grande sécurité. Cette question revêt trois aspects essentiels qui doivent tous être respectés. Il s'agit de la sécurité d'Israël, des droits des Palestiniens et des considérations territoriales. La séquence des questions mises de l'avant et leurs relations -- leur ordre d'importance et ce à quoi elles sont reliées -- pourraient alimenter des réflexions, des débats et des négociations pendant des années. Et pendant ce temps, le désespoir s'amplifierait dans les camps de réfugiés et la course aux armements se poursuivrait.

Dans mes discussions en Jordanie, en Syrie, en Israël et avec un chef palestinien, Feisal Hussein, j'ai cherché à insister sur la nécessité d'instaurer un climat de confiance dans la capacité collective des États de vivre ensemble dans la sécurité et la reconnaissance mutuelle. Il sera ainsi possible d'acquérir un état d'esprit plus sain. Le temps presse. Les pays en cause pourraient poser un geste, prendre des initiatives qui, sans nuire à leurs intérêts fondamentaux sur le plan de la sécurité, les aideraient à prendre l'habitude de travailler ensemble. C'est là le message que j'ai communiqué à tous ceux que j'ai rencontrés.

Le Liban ne pourrait-il pas faire l'objet d'une action visant à renforcer l'autorité du gouvernement de ce pays?

Les projets d'adduction d'eau pourraient-ils progresser?

Les populations peuvent-elles concevoir leur bien-être en pensant à un avenir commun et plus harmonieux plutôt qu'à un passé douloureusement divisé?

Il n'est pas évident qu'elles le peuvent, mais il reste que c'est la meilleure façon d'accroître la confiance.

On consacre beaucoup de temps aux modalités : Doit-on organiser une conférence internationale? Doit-elle avoir lieu aux Nations Unies ou pas? Faut-il des négociations bilatérales séparées, et les discussions entre les Palestiniens et les Israéliens doivent-elles faire partie de ces négociations-là ou faire l'objet de pourparlers à part, et, le cas échéant, qui devrait représenter les Palestiniens, et ainsi de suite. À ce dernier propos, Monsieur le Président, le Canada ne peut qu'être d'accord avec le Secrétaire général des Nations Unies; je veux dire que les Palestiniens devraient avoir pour porte-parole les organisations et les représentants de leur choix. Ce n'est pas parce que nous déplorons l'appui manifesté par le leader de l'OLP à Saddam Hussein qu'il faut priver les Palestiniens du droit de décider eux-mêmes de ce que nous avons toujours considéré comme fondamental : celui de choisir eux-mêmes leurs propres dirigeants en vue d'exercer leurs droits légitimes.

Je l'ai dit à Jérusalem au Premier ministre d'Israël : nous sommes les plus proches amis de ce pays, et nous ne permettrons pas qu'il soit menacé. Comme M. Bush l'a dit il y a une semaine, faisant écho aux propos du 8 février du Premier ministre, la géographie n'est pas un gage de sécurité.

Je me suis aussi rendu en Iran, Monsieur le Président.

Mon entretien avec le président Rafsanjani a été productif. Bien entendu, nous avons discuté de problèmes -- les droits de la personne et les otages, notamment --, mais le ton de nos échanges me donne espoir que nous pourrions collaborer efficacement avec l'Iran.

Ces pays sont tous voisins de l'Iraq. L'issue du soulèvement ne les laisse pas indifférents. À preuve, la Syrie, l'Arabie saoudite et l'Iran ont réuni au Liban les leaders des différents groupes représentant les masses qui veulent mettre un terme à la tyrannie de Saddam Hussein; et je ne veux pas parler uniquement de la majorité chiite du sud ou de la minorité kurde du nord, mais d'autres encore. Nous avons toujours affirmé que l'avenir de l'Iraq était l'affaire des Iraquiens.

Monsieur le Président, j'ai été encouragé par tous les leaders que j'ai rencontrés. Ils veulent une paix durable dans la région. Seulement, ils ne sont pas encore prêts -- ou s'ils le sont, c'est avec prudence et méfiance -- à aller plus loin que la libération du Koweït pour s'attaquer aux problèmes qui les ont divisés pendant si longtemps. Mais une chose est sûre : ils doivent agir.

Faute de quoi, la course aux armements ne fera que prendre de l'ampleur.

Et les Nations Unies perdront le prestige que leur action concertée pour libérer le Koweït leur a valu.

Nous serions tous perdants.

Monsieur le Président, il ne s'agit là que d'un rapport provisoire à la Chambre, et je prendrai à nouveau la parole devant le Comité permanent dès la semaine prochaine.

Mes conversations de la semaine dernière m'ont fait mieux comprendre les attitudes qui prévalent dans une région secouée par des conflits profonds et dangereux. Le Canada sera désormais plus en mesure de jouer un rôle constructif dans l'apaisement de ces conflits et de profiter de la fin d'une guerre pour amorcer une paix réelle. Telle est notre volonté et telle est, j'en suis sûr, la volonté de tous les députés.

À l'heure où nos navires quittent le Golfe pour regagner le Canada, fiers de notre participation à une victoire, nous cherchons à nous en prendre aux sources du conflit. En juillet dernier, personne n'avait prévu l'invasion du Koweït, pas plus que l'intervention sans précédent des Nations Unies. Nous ne pouvons pas prévoir la tournure que prendront les événements dans les prochains mois; tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous avons une occasion de régler le conflit le plus complexe que le monde connaisse, et qu'il est dans l'intérêt du Canada de la saisir.